Bulletin Gratuit de Klasbatalo
Affilié de la Tendance Communiste Internationaliste

Revue 11
Printemps 2025

Mutinerie

L'unité nationale est le poison favori de la capitale

Le 16 décembre 2024, l'ancienne ministre des Finances libérale Chrystia Freeland a publié sa lettre de démission du cabinet, invoquant des réserves concernant l'approche du gouvernement Trudeau face à la crise du niveau de vie qui frappe les Canadiens. La lettre affirmait que le Canada pouvait « difficilement se permettre » des mesures douteuses comme les congés fiscaux de Trudeau, et devait se concentrer sur les tarifs américains imminents sur les produits canadiens. Cette démission a été le point de rupture pour un gouvernement Trudeau déjà faible. Les députés libéraux ont rapidement abandonné Trudeau, le forçant à annoncer son intention de démissionner après une nouvelle course à la direction. Mais en guise de dernier acte de départ, Trudeau a prorogé le Parlement. La crise parlementaire devait être mise en pause et la crise économique provoquée par les tarifs douaniers de Trump devait occuper le devant de la scène.

Trump a présenté les tarifs comme un moyen de pression contre le Canada et le Mexique, pour leur faire comprendre l'urgence de sécuriser les frontières pour empêcher l'entrée de drogue aux États-Unis. Malgré les questions juridiques entourant cette initiative, compte tenu de l'accord commercial conclu par Trump lors de son premier mandat, il a signé un décret exécutif qui entrera en vigueur le 1er février, imposant un tarif forfaitaire de 25 % sur tous les biens canadiens, à l'exception de l'énergie, qui seront désormais taxés à 10 %. Mais à la dernière minute, Trump a accepté de reporter d'un mois la date d'entrée en vigueur des tarifs douaniers, en échange de mesures de sécurité renforcées aux frontières de la part des deux pays - des mesures qui, malgré ses vantardises, avaient déjà été planifiées depuis des semaines sans son intervention. Même après, une série de tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium ont suivi indépendamment de ceux-ci, qui devraient reprendre comme prévu le 4 mars. Quel est l'intérêt de tous ces gestes apparemment erratiques?

Quelle que soit leur base en matière de politique frontalière, il est clair que les diverses politiques tarifaires de Trump ont des fondements plus larges. Trump prévoit de concentrer toute l'influence des États-Unis sur ses alliés afin de faire face à la crise de l'économie américaine. Il y a une certaine logique ici ; de crainte d'enregistrer un déficit commercial en conjonction avec un déficit budgétaire attribué à la sortie de dollars américains par les consommateurs, les tarifs empêcheraient en principe les consommateurs américains de dépenser leur argent en importations par rapport à la consommation intérieure, subventionnant les producteurs de biens américains tout en refroidissant la consommation des consommateurs et en encourageant la croissance de l'épargne, décourageant ainsi l'inflation. En un mot, cela offre un moyen de s'attaquer au problème de l'inflation en contournant la Réserve fédérale, que Trump a tenu à freiner après ses querelles publiques avec Powell. Imputer la responsabilité de la poursuite de l'inflation à la surconsommation des ménages ne sert pas à grand-chose face à la crise systémique à laquelle est confronté le capital. Que ce soit par des hausses de taux d'intérêt ou des droits de douane, aucun capitaliste ne peut empêcher le mécanisme intrinsèquement déflationniste d'accumulation des profits qui mène à la crise et à la misère.

À la suite des menaces de Trump, la classe dirigeante canadienne a trouvé un second souffle en enflammant le nationalisme à travers le pays, exhortant tout le monde à « acheter canadien », et en désignant le premier ministre Doug Ford comme le principal défenseur du capital canadien. Elle a également accordé la faveur publique au parlement en place et a recentré l'attention des médias sur la course à la direction, plutôt que sur l'étendue du mandat de Poilièvre.

Au sein du camp libéral, les espoirs de Freeland de se présenter comme suffisamment loin de Trudeau pour être considérée comme la championne capable de surmonter cette crise ont apparemment été anéantis lorsque la candidate technocrate la plus typiquement canadienne à un poste de haut rang est entrée en lice un mois plus tard : Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque du Canada et de la Banque d'Angleterre. Incarnant tous les identificateurs culturels standards d'un chef du « parti naturel au pouvoir au Canada », Carney permet au Parti libéral de signifier un changement de direction en douceur de la marque Trudeau en déclin de justice sociale institutionnelle du milieu des années 2010 et de revenir à sa présentation éprouvée comme le parti des affaires de l'État et du marché gérées rationnellement sans donner l'impression d'avoir commis une grave erreur de jugement. Ayant le pedigree de se présenter comme un ancien nommé par Harper détaché et non partisan, respectueux du conservatisme « raisonnable » pré-Trump et appréciant ouvertement la tendance néo-keynésienne de la théorie monétaire moderne, Carney a injecté une nouvelle viabilité dans un parti en difficulté précisément au moment même où le chef du Parti conservateur Pierre Poilievre souffrait du péché capital politique d'apparaître trop « comme Trump » dans son conflit avec l'administration de la sécurité canadienne au sujet du renseignement national. Trudeau s'est positionné comme un défenseur de l'économie canadienne et un défi aux tarifs douaniers de Trump. Même si les conservateurs sont toujours en tête des sondages, Carney est sur le point de réussir grâce à la nouvelle image de Trudeau, la décision existentielle de savoir qui dirigera le Canada pendant cette période accrue de lutte impérialiste pèse sur les travailleurs.

Quel que soit le gagnant, ni la victoire des conservateurs ni celle des libéraux n'offre de perspectives fructueuses pour la classe ouvrière. Bien que Trump et ses menaces économiques revêtent une importance historique, les conséquences inflationnistes d'une guerre commerciale ne sont que des symptômes de la crise sous-jacente du capital. Que les tarifs douaniers ou les hausses des taux d'intérêt soient destinés à faire transpirer l'économie pour éponger ses problèmes, le résultat sera le même : un dénuement supplémentaire imposé à la classe en raison de l'assèchement du puits de rentabilité. Trump ne fait qu'appuyer sur l'accélérateur pour accélérer et transférer ce processus au marché mondial, mais il est clair que le phénomène ne se limite pas à un seul pays en raison de la nature internationale du capital. Aux États-Unis, les travailleurs sont déjà confrontés à l'hydre de la répression accrue des grèves par l'EDSC, du renforcement du contrôle de l'immigration et de la menace d'une bulle immobilière. Qu'il y ait eu ou non un bouc émissaire Trump, ce sont toutes des menaces concrètes qui pèsent sur notre classe et qui sont déjà des provocations ou de nouvelles attaques à venir de la part des patrons. Au contraire, le nationalisme suscité par les tarifs douaniers ne fera qu'aider le prochain parlement à sévir en obligeant les travailleurs à faire eux-mêmes leur part. C'est précisément pourquoi nous devons combattre toute illusion selon laquelle nous devrions « travailler avec l'État canadien » dans le contexte d'une guerre commerciale, car comme l'histoire de notre classe nous l'a montré, chaque tentative de ce genre aboutit à ce que les travailleurs se conduisent eux-mêmes à la potence, souvent littéralement.



Pourquoi la classe ouvrière a besoin d'un parti

La classe ouvrière ne peut avoir aucune influence sur l'État capitaliste et ses partis politiques. Ce ne sont que des organismes qui gèrent l'exploitation de notre classe. Tous les partis capitalistes ont pour objectif de mener l'assaut nécessaire contre les travailleurs et la rivalité impérialiste pour le capital, quelle que soit la rhétorique. La classe ouvrière doit former son propre parti politique basé sur son propre programme politique. Ne vise pas les intérêts d'un secteur spécifique de la classe, nationale ou autre, mais sur la base de la classe ouvrière comme classe historique internationale capable de s'imposer à l'histoire.

Quand on parle d'un parti de la classe ouvrière, on ne parle pas d'un parti sous la forme ancienne des partis capitalistes qui prétendent représenter la classe ouvrière. Aucun autre parti du cirque parlementaire. Il ne s'agit pas d'un autre parti qui vise à s'emparer des leviers existants du pouvoir d'État. Un parti communiste correspond essentiellement à la tâche historique de la classe ouvrière, à savoir la destruction de l'État et la lutte pour abolir la société de classes elle-même. Le parti de la classe ouvrière diffère fondamentalement, dans sa forme et sa fonction, des partis du capital. Au lieu de discours parlementaires, c'est un parti qui place sa vie dans les luttes de classe. Il s'efforce, dans toutes les luttes immédiates, de mettre en lumière la lutte générale de la classe dans son ensemble et de démontrer son leadership à la classe, en indiquant la voie à suivre vers le but final. Plutôt qu'un parti du capital national, c'est un parti de classe internationale. Elle s'organise autour des principes de l'internationalisme et se bat pour l'objectif révolutionnaire mondial.

Le parti communiste est une arme indispensable de la classe ouvrière. C'est seulement par sa force que la classe ouvrière dans son ensemble peut être centralisée autour de la tâche historique de débarrasser l'humanité de la société de classes, au-delà des revendications sectorielles, nationales ou immédiates spécifiques des sections individuelles de la classe. Cela ne veut pas dire que tout ce que la classe ouvrière doit faire, c'est former un parti communiste mondial; le parti ne peut être qu'une minorité de la classe et ne peut se substituer à l'ensemble. La révolution ouvrière est une révolution sociale, pas seulement politique. Elle sera active à travers les organismes de masse de la classe, les conseils ouvriers, et son fondement sera l'activité de masse et la conscience de la classe ouvrière elle-même. Le parti ne peut jamais se substituer à la classe ni prendre le pouvoir à sa place en son nom. Sa tâche est de lutter en première ligne de la lutte des classes, en indiquant la voie vers le but final et en unifiant la classe à cette fin. C'est l'organe fondamental pour tirer les leçons des défaites passées et comprendre la victoire finale.

Aujourd'hui, la force globale de notre classe est faible. Bien que certaines sections de notre classe aient un certain esprit combatif, les luttes se limitent souvent à des grèves isolées dominées par les syndicats. Les révolutionnaires sont peu nombreux, dispersés et désorganisés. Mais ça ne doit pas être une raison pour sombrer dans le désespoir et rester les bras croisés. Le futur parti mondial sera basé sur le travail réel des communistes d'aujourd'hui. Être présent aux luttes des travailleurs d'aujourd'hui qui luttent pour le droit d'être entendu. Le parti est toujours nécessaire, et remettre à plus tard, à une période plus favorable, les efforts pour l'établir serait détruire les fondations sur lesquelles il sera construit. Lors de la dernière grande vague révolutionnaire, le retard dans la formation de notre parti s'est avéré désastreux et s'est soldé par la défaite de notre classe. Une leçon se dégage surtout : Pour que la classe réalise ses possibilités invincibles, seul un parti révolutionnaire peut lui donner la cohésion, la direction et la forme nécessaires pour se lever.

Les travailleurs de la grève de l'acier de 1943

Les ouvrières sont envoyées au front pendant les guerres impérialistes pour combattre et mourir, être promues qu'en tant que soldats, leur « sacrifice » sauvera leurs nations respectives. Alors qu'ils se sacrifient sur le front, l'État exige des « sacrifices » sur le lieu de travail. Les travailleurs sont appelés à accepter une inflation galopante, des conditions de travail dégradées, des salaires bas et d'innombrables contraintes économiques et personnelles qui pèsent sur leur vie quotidienne. La Deuxième Guerre mondiale n'est pas différente ; comme dans toute guerre impérialiste, les deux camps exigent la discipline de leurs travailleurs tandis que les soldats meurent au front. Au Canada, l'État a tiré les leçons de la Première Guerre mondiale, des grèves générales et de la révolte ouvrière qui l'ont suivie, et craint qu'elles ne se reproduisent pendant la Deuxième Guerre mondiale ; c'est pourquoi l'État canadien impose de lourdes restrictions sur tous les aspects de la vie des travailleurs. L'État a érigé d'innombrables obstacles aux efforts de grève, tels que les votes de grève supervisés par l'État, et a invité des chefs d'entreprise à entrer au gouvernement pour aider l'industrie à éviter les grèves. Enfin, la réglementation des salaires à partir de décembre 1940 a gelé les salaires des travailleurs à une « ligne directrice juste et raisonnable » basée sur l'échelle des salaires de 1926-29 ; cette échelle permettait aux capitalistes d'interpréter leur idée de ce qui était « juste » sur la base des salaires de 14 ans auparavant, ce qui leur donnait une marge de manœuvre légale pour garder les salaires à un niveau bas avec le soutien du gouvernement. La réglementation des salaires et les restrictions imposées à la vie des travailleurs ont provoqué des frictions au début de la guerre, mais au milieu de celle-ci, des travailleurs de l'acier mal payés et indispensables à l'effort de guerre ont décidé d'aller en grève malgré les efforts de leur syndicat pour respecter les limites légales, ce qui a déclenché la grève de l'acier de 1943.

La grève de l'acier de 1943 est l'un des affrontements de classe les plus marquants de la Deuxième Guerre mondiale au Canada. Confrontés à la pression des conditions de guerre, les travailleurs de l'acier de Sault-Sainte-Marie ont débrayé le 1er janvier. Le syndicat s'est opposé à cette initiative mais a été contraint d'organiser des réunions de masse pour sauver la face devant ses membres. Malgré tous les efforts du syndicat, de l'entreprise et des commissions du travail de l'État pour éviter la grève, celle-ci a débuté officiellement le 12 janvier. À la consternation du capital, les travailleurs de deux villes sidérurgiques situées à 2000 km de là en Nouvelle-Écosse, Trenton et Sydney, se sont joints à la grève par solidarité, répondant aux mêmes conditions. Malgré cette unité de classe parmi les travailleurs de l'acier, le syndicat a réussi à canaliser la lutte dans les limites juridiques de l'État capitaliste, des négociations en coulisses et des commissions parlementaires désignées. L'unité nationale aux dépens de la classe ouvrière était le mot d'ordre du jour ; le syndicat et les commissions ne cesseraient de renvoyer à plus tard la question des revendications des travailleurs. En fin de compte, l'événement n'a fait qu'accorder aux commissions davantage de pouvoirs juridiques dans le règlement des conflits du travail. Du côté des travailleurs, des augmentations salariales mineures, inférieures aux revendications des travailleurs, ont été accordées - à l'exception des travailleurs de Trenton qui ont été complètement exclus ! C'est une démonstration claire que notre classe ne peut pas se battre sur le terrain des capitalistes, terrain dans lequel les syndicats ont été intégrés. Nous devons nous battre sur la base de la solidarité et de l'unité de notre propre classe et d'une auto-organisation active.

Face à la menace d'une nouvelle guerre impérialiste généralisée, les grèves menées lors de la dernière guerre généralisée peuvent servir de leçon aux travailleurs. Les travailleurs peuvent mettre fin aux guerres, comme l'ont montré la révolution d'octobre en Russie et la révolution allemande à la fin de la première guerre mondiale. Les travailleurs n'ont pas seulement fait grève pour des revendications économiques, ils se sont également engagés dans des grèves politiques qui remettaient ouvertement en question la guerre et les fonctions de l'État capitaliste. La grève de l'acier de 1943 est un exemple de syndicat qui étouffe la grève dans des entraves légalistes.
L'histoire de la lutte de classe au Canada est toujours en cours d'écriture, une lutte qui fait face aux mêmes défis aujourd'hui qu'il y a 80 ans. Ce n'est qu'en tirant les leçons du passé que nous commençons aujourd'hui à comprendre la lutte, au Canada et dans le monde. Nous devons proposer des orientations qui n'enfermeront pas la classe ouvrière dans les obstacles du passé.

Journée internationale des femmes travailleuses 2025

Une nouvelle Journée internationale des femmes travailleuses, un nouvel appel à la lutte des classes ! 108 ans après que les femmes prolétaires aient lancé la révolution de 1917 en Russie, les questions fondamentales demeurent.

Pour illustrer, laissez-nous examiner quelques secteurs dominés par les femmes : À New York, les aides-soignant.es sont confrontés à des conditions exténuantes, travaillant parfois jusqu'à 24 heures par jour en raison de lacunes juridiques. En réaction, de nombreux travailleur.euses ont organisé une grève de la faim à l'intention de l'hôtel de ville et du syndicat de l'UIES, qui ont fait la sourde oreille. Au Québec, les travailleur.euses des crèches sont prêts à se mettre en grève cette année contre des salaires de misère, dans un secteur où les conditions de travail sont déjà dégradées, dans le cadre d'une reprise de leur grève de 2022. Prévisiblement, le gouvernement leur répondra très certainement qu'il n'y a pas d'argent pour vous - peut-être après avoir augmenté les dépenses militaires à des niveaux sans précédent !

Les femmes prolétaires subissent partout de graves attaques de la part de la classe capitaliste. Faisant partie de cette classe qui est impitoyablement exploitée pour le profit, les femmes prolétaires sont également désignées comme des salariées « secondaires », ce qui signifie que leurs salaires sont dégradés et qu'elles sont jugées « superflues » (souvent dans la pauvreté la plus brutale). Elles doivent travailler pour un salaire inférieur, subir du harcèlement et d'autres agressions. Tous les acquis sont en recul et les événements récents ont révélé la pourriture du système capitaliste. Du pervers Andrew Tate à la diabolisation des personnes transgenres, le chauvinisme ouvert est en hausse. Même #MeToo, qui était au départ un cri réformiste contre les agressions sexuelles à Hollywood, a été écrasé, les démocrates y ayant mis fin après le scandale Cuomo et la présidence de Biden. Sans parler des 38% (au moins) de femmes prolétaires victimes de harcèlement sexuel sur leur lieu de travail !



Les attaques contre les femmes le prolétariat doit s'unir dans un prolétaires ne sont qu'une partie de l'assaut plus large contre la classe ouvrière. La crise fondamentale du capitalisme, c'est-à-dire la tendance à l'effondrement des taux de profit à mesure que l'on accumule de plus en plus de capital, se traduit à la fois par une compression extrême de la classe ouvrière et par le déclenchement d'une guerre impérialiste mondiale. Sans surprise, alors que les travailleurs d'Amérique du Nord sont confrontés à un déclin du niveau de vie qui dure depuis des décennies, le chauvinisme vicieux et les conflits mondiaux prolifèrent. Alors que Trump menace d'annexer les voisins de l'amérique et d'enlever nos frères et sœurs de la classe migrante en gros, alors que la misogynie et la transphobie s'affirment ouvertement, la classe ouvrière dans son ensemble est sommée de payer pour la crise capitaliste. Entre inflation et balles, expulsions et violences sexuelles, accélération du travail et missiles, précarité et massacres, c'est toute la classe ouvrière qui doit riposter.

Inévitablement, pour que nous mettions définitivement fin à la misogynie, à la transphobie, à la pauvreté, à la prédation et au massacre, mouvement de classe unique pour prendre le pouvoir et débarrasser le monde du système capitaliste. Une attaque contre une partie de notre classe est une attaque contre elle dans son ensemble. Non seulement les femmes prolétaires doivent s'unir à leurs frères de classe dans la guerre de classe contre la bourgeoisie, mais notre classe doit être et est capable de combattre l'oppression ainsi que tout chauvinisme dans ses rangs (qu'il soit sexué, sexuel ou autre).

C'est grâce à notre lutte en tant que classe unique de travailleurs salariés que nous pouvons poursuivre la transformation révolutionnaire de la société en un avenir sans classes, où la famille ne peut plus être une unité économique et où la guerre impérialiste sera un vestige du passé. Notre perspective est fondamentalement différente de celle des féministes qui veulent plus de femmes dans les positions de pouvoir bourgeois. Ce n'est pas en tant que femmes que les femmes prolétaires affamées de Saint-Pétersbourg en 1917 ont renversé le tsar russe, mais en tant que membres de la seule classe révolutionnaire, le prolétariat. Aujourd'hui, la classe ouvrière se trouve sur une base périlleuse. Nous plaidons partout où nous le pouvons pour l'auto-organisation de notre classe, qui a été trop longtemps dominée par les « réformateurs » capitalistes et les syndicats. Actuellement, l'outil le plus important brille par son absence - le parti révolutionnaire. C'est le parti qui peut unir les travailleurs de tous les secteurs et poser sa mission historique de révolution. La création d'un tel parti est l'objectif qui nous est assigné dans l'ICT. Si vous êtes d'accord avec ce que vous avez lu, vous pouvez nous rejoindre.

Pour quoi Klasbatalo se bat-il?

Nous nous battons pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire que nous rejetons toute alliance interclassiste avec le capital, incluant sa gauche. Nous croyons que la classe ouvrière doit se battre sur son propre terrain: premièrement pour se défendre contre les attaques des capitalistes et ensuite, pour accomplir sa tâche historique, celle de l'édification d'un avenir communiste qui éliminera à jamais l'exploitation, l'oppression, et la guerre. C'est à ce but que nous luttons pour la création d'un parti communiste mondial, dont la raison d'être est de disséminer les confusions présentes dans la classe ouvrière et de l'unifier pour son ultime finalité; nous croyons que ce parti sera l'outil révolutionnaire le plus crucial pour notre classe. Même si nous sommes en faveur d'un parti, nous ne croyons pas que notre organisation, à elle seule, est le parti. Nous ne croyons pas non plus que notre organisation deviendra le parti au fil du temps. Le parti sera à la fois le produit de l'élargissement de la lutte des classes et le fruit du travail réel des révolutionnaires, dont nous nous considérons comme l'un des nombreux éléments. Nous ne voyons pas non plus ce parti comme un gouvernement-en-devenir, car l'émancipation de l'humanité dépend de la lutte intarissable de toute la classe ouvrière, et cette lutte ne peut être substituée par le dictat d'une minorité.

FB: https://www.facebook.com/Klasbatalocollective
Email: klasbatalocollective@gmail.com Website: http://www.leftcom.org/fr